

The Shift Project

Héloïse Lesimple

heloise.lesimple@theshiftproject.org

Paris, le 29 mars 2022

Madame,

La lutte contre le réchauffement climatique est incontournable et une priorité absolue. Il faut absolument décarboner au plus vite notre pays, sortir du gaz, du pétrole et du charbon au plus tard avant 2050. Cela implique de substituer à ces énergies fossiles des énergies décarbonées, nucléaire et renouvelables, et de réduire notre consommation d'énergie, tout en assurant à toutes et tous de bonnes conditions de vie, et la capacité à se déplacer et à se chauffer s'en polluant. Il faut accompagner les Français dans cette transition, l'engager avec eux. Nous ne sauverons pas le climat contre le peuple, mais avec le peuple.

Pour réaliser cette transition majeure, la France doit s'en donner les moyens, ce qu'elle n'a pas fait jusqu'ici. C'est pourquoi je souhaite que notre pays triple ses investissements pour le climat, et, conformément aux recommandations du GIEC, qu'il investisse chaque année 6 % de son PIB, soit 140 milliards d'euros par an.

Cela implique 65 milliards d'investissements publics supplémentaires par an pour le climat, répartis comme suit :

- 25 milliards pour les transports
- 23 milliards pour les bâtiments et logement
- 10 milliards pour l'agriculture et l'alimentation
- 7 milliards pour l'énergie.

Les transports constituent le secteur le plus carboné. Il faut à la fois transférer le maximum de déplacements réalisés via des modes polluants (automobile, fret routier) vers des modes beaucoup moins polluants (transports publics, rail, vélo, fret ferroviaire et fluvial), et pour les déplacements restants, accompagner une transition majeure vers l'électrique. L'accompagnement est un sujet majeur en particulier pour l'automobile. Plus de 80% des Français habitent dans des territoires où l'utilisation d'une automobile est pratiquement incontournable. Il faut les accompagner pour qu'ils utilisent des véhicules plus propres et moins consommateurs d'énergie.

Je propose ainsi :

- La gratuité des transports urbains
- La baisse de 30% des prix des trains moyenne et longue distance, la gratuité des trajets en TER domicile-travail
- Une TVA à taux réduit (5,5%) pour les fret ferroviaire et fluvial
- 5 milliards d'investissements supplémentaires par an pour le rail, à la fois pour régénérer le réseau, pour rouvrir des milliers de kilomètres de petites lignes et pour investir dans le réseau TGV
- 3 milliards supplémentaire par an pour investir dans de nouvelles infrastructures de transport public
- 1 milliard par an pour investir dans le réseau cyclable avec pour objectif de construire au plus vite 100 000 kilomètres de nouvelles pistes cyclables
- 1 milliard par an pour investir pour le fret ferroviaire et fluvial
- Une prime à la conversion de 10 000 euros ouvrant le droit à acheter des voitures d'occasion Crit'Air et 2 pour permettre aux 10 millions d'automobilistes concernés par l'exclusion prochaine des voitures Crit'Air 3, 4 et 5 des principales métropoles de rouler dans des véhicules plus propres et moins consommateurs de carburant. Cette mesure est emblématique de ma volonté de ne pas opposer lutte pour le climat, amélioration de la qualité de l'air et droit à la mobilité pour toutes et tous, en particulier les classes populaires
- Un investissement majeur dans des bornes de recharge électriques via une augmentation du Crédit d'Impôt pour les Bornes de Recharge Electriques pour les particuliers à hauteur de 1500 euros et un grand plan d'investissement dans un réseau de bornes de recharge rapide financé par l'Etat.

Cet ensemble de mesures devrait permettre d'atteindre à l'horizon 2030 une réduction des émissions du secteur des transports plus ambitieuse que celle de la trajectoire de la PPE, soit 75 millions de tonnes de CO₂ par an.

Le bâtiment constitue sans doute le secteur où les capacités de réduction des émissions de gaz à effet de serre peuvent être les plus importantes. Cela suppose une évolution majeure des modes constructifs, et de privilégier massivement les matériaux biosourcés et géosourcés (bois, terre, paille, chanvre, pierre, ...) tant pour la construction que pour la rénovation. Il faut utiliser beaucoup moins de béton pour construire, et des bétons beaucoup moins carbonés, d'autant que les évolutions technologiques en cours permettent des progrès très rapides. Par ailleurs, l'instauration d'une TVA à taux réduit (5,5%) sur les matériaux bio et géosourcés les rendra plus compétitifs, et certains produits comme les isolants non biosourcés devront être interdits d'utilisation avant 2030.

Par ailleurs, il faut investir massivement dans la rénovation des logements et bâtiments, et y consacrer beaucoup plus de moyens publics que ne le fait l'Etat actuellement. Le reste à charge des investissements pour les familles modestes doit rester nul. Il faut investir en priorité pour les 12 millions de personnes en situation de précarité énergétique.

Je propose que 23 milliards d'investissements publics supplémentaires de l'Etat par an soient consacrés à ce très grand chantier, soit :

- 10 milliards par an pour la rénovation globale de 700 000 logements privés par an (au lieu de seulement 60 000 actuellement)
- 3 milliards par an pour la rénovation globale de 150 000 logements sociaux par an
- 7 milliards par an pour la rénovation des bâtiments publics
- 3 milliards par an pour le remplacement le plus rapide possible des 3,5 millions de chaudières au fioul par des modes de chauffage plus vertueux (en particulier par des pompes à chaleur)

La transformation des chaudières au fioul et dans la rénovation globale des logements le ciblage prioritaire des logements chauffés au gaz permettront de réduire rapidement et de façon très conséquente notre dépendance aux produits pétroliers et au gaz, et d'améliorer notre souveraineté énergétique.

L'enjeu du stockage de l'énergie pour pallier l'inconvénient de l'intermittence de la production électrique pour certaines énergies renouvelables appelle un grand effort de recherche. Nous augmenterons les financements dans cette direction et pour les projets de recherche dans le sens des perspectives de décarbonation de nos sociétés et/ou de piégeage du CO₂ et du méthane.

Pour ce qui est de la production d'énergie décarbonée je souhaite revoir la PPE pour revoir à la hausse la prévision de production électrique, afin d'accélérer la lutte contre le réchauffement avec notamment une hausse des prévisions de production d'électricité à partir de renouvelable et un arrêt des fermetures prématurées sans contraintes de sûreté des réacteurs nucléaires existants, et le lancement de la construction de 6 nouveaux EPR.

Pour réaliser cela : Je souhaite créer un service public de l'énergie avec la nationalisation de tous les producteurs et distributeurs d'électricité de France. Cela permettra de supprimer tous les mécanismes de marché inutiles qui alourdissent les factures des consommateurs et des industriels. Le nouveau service public unifié de l'emploi et de la formation professionnelle permettra de former et d'orienter la main d'œuvre nécessaire au déploiement de ces technologies

Les énergies renouvelables électriques bénéficieront d'un soutien public direct de l'Etat pour les investissements à hauteur de 3 milliards d'euros par an sur la durée. L'énergie hydraulique est déjà arrivée à maturité mais le potentiel hydraulique est estimé à 3 GW pour les STEP et 1 GW hors-STEP [Futurs énergétique 2050], il doit bien sûr être mobilisé.

Mais une large partie de l'augmentation de capacité sera réalisée grâce à l'éolien (dont la capacité totale devra atteindre 47 Gigawatts en 2030, dont 37 Gigawatts d'éolien terrestre et 10 Gigawatts d'éolien maritime) et le solaire photovoltaïque (capacité installée en 2030 de 50 Gigawatts).

La création du service public de l'énergie et le soutien financier important de l'Etat permettront de réaliser plus rapidement ces investissements structurants sans faire peser le coût sur les consommateurs.

Mes principales orientations stratégiques en matière agricole et alimentaire sont :

- Objectif de 500 000 agriculteurs en 2030 avec le doublement des aides à l'installation
- Plan de lutte contre les importations déloyales qui portent atteinte à nos objectifs agricoles et à la souveraineté alimentaire et taxation des importations qui ne répondent pas aux critères sociaux et environnementaux
- Plan de soutien à la transformation agroécologique (recherche, déploiement de la recherche sur les fermes et accompagnement financier aux changements de pratiques)
- Création d'un Fonds alimentaire national doté de 10 milliards d'euros annuels à l'appui d'une nouvelle politique alimentaire nationale ayant notamment pour objectifs la généralisation du repas à 1 € dans toutes les cantines scolaires, le soutien au développement des PAT

Je suis en parfait accord avec l'objectif de transformation agroécologique de l'ensemble de nos systèmes agricoles et de nos systèmes d'élevage en particulier. Nous présenterons, dès le début du mandat, une loi d'orientation et de programmation pour une agriculture durable que nous soumettrons à la représentation nationale. Elle concernera notamment l'évolution de l'élevage bovin.

Je retiens l'objectif de baisse de la consommation de viande, et notamment de viande bovine. Je soutiens un objectif de baisse en volume de la consommation de viande de 20 % en 2030, en ligne avec le scénario Afterres. Manger moins de viande, mais de la meilleure, c'est dans cette perspective que je souhaite défendre l'élevage sur des exploitations de taille humaine et familiale, fournissant une viande de meilleure qualité, avec un maillage dense de fermes sur l'ensemble du territoire afin de préserver l'ensemble des surfaces toujours en herbe, en particulier sur nos zones de massifs qui permettent aujourd'hui de stocker du carbone dans les sols, tout en fournissant des productions allaitantes et laitières de qualité à partir d'une alimentation animale essentiellement basée sur l'herbe.

En termes de financements, tous les investissements supplémentaires dans les transports utiliseront les leviers fiscaux proposés par les communistes et déjà utilisés pour financer le Grand Paris Express (Taxe locale sur les bureaux, taxe sur les parkings de bureaux et centres commerciaux), la gratuité des transports urbains par une hausse du versement mobilité en particulier sur les hauts salaires et les secteurs géographiques les plus riches. Le rééquilibrage de notre politique fiscale (rétablissement de l'ISF et son triplement, ...) viendra aussi bien sûr contribuer au financement de ce plan climat.

Par ailleurs, pour des achats publics exemplaires je généraliserai l'introduction de critères d'achats environnementaux dans tous les appels d'offre publics afin de privilégier les circuits courts et les achats de produits vertueux pour l'environnement. La publicité pour tous les produits peu vertueux pour l'environnement sera encadrée beaucoup plus sévèrement.

Pour finir, il apparaît clair que mettre sous égide publique transports collectifs et production énergétique sera un facteur favorisant pour les politiques environnementales. La privatisation/libéralisation du fret ferroviaire, par exemple, a contribué à son effondrement.

Je souhaite prendre le chemin inverse.

Restant à votre écoute et disponible pour échanger avec vous, je vous prie, Madame, d'agréer mes salutations distinguées.

Fabien Roussel